CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS

ARRET

n° 16.564 du 29 septembre 2008
dans l'affaire X / III

En cause : X

contre :

L'Etat belge, représenté par le Ministre de l'Intérieur et désormais par la
Ministre de la Politique de migration et d'asile.

LE PRESIDENT F.F. DE LA IIIe CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 28 février 2008 par M. X, qui déclare être de nationalité sri lankaise, qui demande la suspension et l'annulation de « la décision d'irrecevabilité de sa demande d'autorisation de séjour avec ordre de quitter le territoire qui lui a été notifiée le 29 janvier 2008 ».

Vu le titre 1er bis, chapitre 2, section IV, sous-section 2, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

Vu l'absence de note d'observation.

Vu l'ordonnance du 16 juillet 2008 convoquant les parties à comparaître le 12 septembre 2008.

Entendu, en son rapport, C.COPPENS, .

Entendu, en observations, le requérant assisté de Me V. DOCKX loco
Me M. GROUWELS, avocat, et Me P. HUYBRECHTS loco Me F. MOTULSKY, , qui
comparaît pour la partie défenderesse.

APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :

1. Rétroactes.

1.1. La partie requérante est arrivée en Belgique en le 29 août 2001. Le 17 septembre 2001, elle a introduit une demande d'asile. Cette procédure s'est clôturée négativement par une décision du Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides prise le 23 novembre 2001.

Par courrier daté du 17 mars 2003, elle a introduit une première demande d'autorisation de séjour. La partie défenderesse l'a déclaré irrecevable en date du 11 septembre 2006.

Par courrier daté du 19 octobre 2006, elle a introduit une nouvelle demande d'autorisation de séjour. Cette demande a fait l'objet d'un complément adressé à l'Office des étrangers par lettre du 4 janvier 2007.

1.2. En date du 12 novembre 2007, la partie défenderesse a pris à son égard une décision d'irrecevabilité de cette demande.

Cette décision, qui constitue l'acte attaqué, est motivée comme suit :

MOTIFS : Les éléments invoqués ne constituent pas une circonstance exceptionnelle.

Rappelons qu'indépendamment de sa procédure d'asile, l'intéressé a, en date du 18/03/2003, introduit une première demande d'autorisation de séjour selon la procédure de l'article 9 alinéa 3. Cette demande a été négativement clôturée le 11/09/2006. En date du 25/10/2006, l'intéressé a introduit une deuxième demande d'autorisation de séjour. Il y reprends, à côté d'éléments nouveaux, quelques éléments développés dans sa première demande à savoir la situation politique au Sri Lanka, l'intégration ainsi que la proposition d'emploi. Ces éléments ont fait l'objet d'une décision et ne seront pas réexaminés.

L'intéressé invoque le risque de violation de l'article 3 de la convention européenne des droits de l'homme en raison de la situation politique au Sri Lanka. Il demande l'application du statut de protection subsidiaire. Or, la situation dans son pays d'origine a fait l'objet d'examen tant dans le cadre de sa demande d'asile que dans celui de la première demande d'autorisation de séjour. À l'absence de faits nouveaux, une appréciation différente de celle opérée lors de deux procédures citées ne peut être réservée à cet élément.

Quant au bénéfice de la protection subsidiaire telle que définie dans la Directive européenne 2004/83/EG transposée par la Belgique en droit interne afin de respecter ses obligations européennes, notons que l'intéressé n'avance aucun élément nouveau par rapport à ceux développés devant l'instance d'asile et que celle-ci avait rejetés pour la simple raison que sa demande était frauduleuse. Quoi qu'il en soit, le fait que l'intéressé revendique l'application de cette protection ne peut être considéré comme une circonstance exceptionnelle ; en effet, le requérant doit initier la procédure organisée spécifiquement par la Loi et cette procédure n'est pas de la compétence du Service Régularisations Humanitaires.

L'intéressé invoque la durée de son séjour (5 ans et 3 mois dont plus de 4 ans en séjour illégal) comme circonstance exceptionnelle. Or, la longueur du séjour ne constitue pas, à lui seul, une circonstance exceptionnelle au sens de l'article 9 alinéa 3, car on ne voit pas en quoi cet élément empêcherait la réalisation d'un ou plusieurs déplacements temporaires à l'étranger en vue d'y lever l'autorisation de séjour requise (C.E. n° 114.155 du

27/12/2002). L'intéressé doit démontrer à tout le moins qu'il lui est particulièrement difficile de retourner demander l'autorisation de séjour dans son pays d'origine ou de résidence à l'étranger (C.E. n° 112.863 du 26/11/2002).

L'intéressé dit qu'il ne dispose d'aucune ressource pour survivre dans son pays d'origine. Néanmoins, il ne démontre pas qu'il ne pourrait obtenir de l'aide au niveau du pays (association ou famille). Or, rappelons qu'il incombe au requérant d'étayer son argumentation (C.E. n° 97.866 du 13/07/2001). De plus, l'intéressé est majeur (32 ans) et peut bien se prendre en charge sauf à démontrer qu'il serait incapable de travailler pour subvenir à ses propres besoins.

L'intéressé invoque l'application de l'article 8 de la convention européenne des droits de l'homme parce qu'il cohabiterait avec une ressortissante belge. Néanmoins, cet élément ne saurait être assimilé à une circonstance exceptionnelle, étant donné que l'obligation de retourner dans le pays d'où l'on vient n'est, en son principe même, pas une exigence purement formelle ni disproportionnée par rapport au droit à la vie familiale. Cette obligation n'emporte pas une rupture des relations familiales, mais seulement un éventuel éloignement temporaire, ce qui en soi, n'est pas un préjudice grave et difficilement réparable (Tribunal de Première Instance de Bruxelles, Audience Publique des Référés du 18/06/2001, n°2001/536/C du rôle des Référés). De plus, l'existence d'une famille en Belgique ne dispense pas de l'obligation d'introduire sa demande de séjour dans son pays d'origine et ne saurait empêcher le requérant de retourner dans son pays pour le faire (C.E. n° 120.020 du 27/05/2003).

L'intéressé avance comme circonstance exceptionnelle l'absence d'Ambassade belge au Sri Lanka. Cet élément ne peut être assimilé à une circonstance exceptionnelle étant donné qu'il existe une ambassade belge à New Delhi (Inde) dont la circonscription couvre aussi Sri Lanka. Il existe également un consulat belge à Colombo où les demandes d'autorisations de séjour de plus de trois mois peuvent être déposées. Il appartient au requérant de démontrer qu'il lui serait particulièrement difficile de suivre cette voie légale que les sri Lankais empruntent pour se rendre en Europe.

2. Examen du moyen d'annulation.

2.1.1. La partie requérante prend un moyen unique de « la violation des articles 2 et 3 de la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, de l'article 62 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers , de la motivation insuffisante et dès lors de l'absence de motifs légalement admissibles, du principe général de bonne administration, de l'erreur manifeste d'appréciation, ainsi que des articles 2, 3 et 8 de la CEDH ».

2.1.2. En ce qui s'apparente à une première branche, elle soutient, en ce qui concerne la violation de l'obligation générale de motivation des actes administratifs et du principe de bonne administration, que l'obligation de motivation formelle comprend deux aspects : l'existence d'une motivation et le caractère adéquat de celle-ci. Elle rappelle l'obligation de prudence et de minutie à laquelle l'autorité doit se soumettre. Elle estime que la motivation de la décision attaquée est particulièrement inadéquate en ce qu'elle considère qu'aucune circonstance exceptionnelle n'est invoquée à l'appui de la demande d'autorisation de séjour du requérant.

Elle soutient qu'en ce qui concerne la situation au Sri Lanka et les risques qui en découlent pour le requérant, la demande d'asile et la première demande d'autorisation de séjour du requérant, procédures durant lesquelles la situation prévalant dans le pays d'origine a été examinée, remontent à de nombreuses années et que la situation au Sri Lanka s'est, entre temps, fortement dégradée.

Elle estime que la partie défenderesse se méprend quant à la protection subsidiaire et soutient que le requérant y faisait référence par analogie mais qu'il ne sollicitait pas l'application de la protection subsidiaire en tant que telle. Elle estime que « des faits susceptibles de rentrer dans le champ d'application de la protection subsidiaire doivent à tout le moins être considérés comme constituant une circonstances exceptionnelles (sic) justifiant l'introduction d'une demande d'autorisation de séjour, *a fortiori* eu égard à l'article 3 CEDH ».

Quant à la vie privée du requérant et de sa compagne, le requérant soutient qu'il a développé des attaches affectives fortes, au point que le siège de sa vie privée se trouve désormais en Belgique. Il rappelle le couple qu'il forme depuis des années avec une citoyenne belge et leur projet de fonder une famille. Le requérant estime « qu'il ne ressort pas de la motivation des actes attaqués que la partie adverse a eu le souci de ménager un juste équilibre entre la poursuite d'objectifs légitimes et l'atteinte portée aux droits fondamentaux du requérant.

En ce qui concerne l'absence d'ambassade belge au Sri Lanka, le requérant estime que « la motivation de l'acte attaqué est particulièrement inadéquate dès lors que l'absence d'ambassade belge constitue bel et bien, *de facto*, une difficulté supplémentaire qu'aurait à rencontrer le requérant pour l'introduction d'une demande d'autorisation de séjour au Sri Lanka, *a fortiori* vu la situation actuelle du pays ».

2.1.3. En ce qui s'apparente à une seconde branche, elle invoque la violation « des articles 2, 3 et 8 de la CEDH » et rappelle que « la prohibition/ protection de l'article 3 CEDH revêt un caractère absolu [...] » et qu' « en l'espèce, imposer au requérant de retourner au Sri Lanka malgré les risques pour sa sécurité et son intégrité physique, voire sa vie, vu la situation actuelle au pays, viole les articles 2 et 3 de la CEDH ».

Quant à la violation de l'art.8 CEDH, elle rappelle que cette disposition « ne se contente (...) pas seulement d'astreindre l'Etat à une obligation de non ingérence mais lui impose également des obligations positives ». Elle rappelle également que « l'ingérence doit être fondée sur un besoin social impérieux et doit être proportionnée au but légitime recherché ». Elle relève que le Conseil d'Etat a sanctionné la non-prise en considération de la vie familiale

des personnes et cite les arrêts n° 134.410 et 100.587 dans ce sens. Le requérant soutient que « l'obliger à rentrer au Sri Lanka pour introduire sa demande d'autorisation de séjour » aurait pour effet « d'interrompre la cohabitation du couple » et de « suspendre leur projet de fonder une famille », et ce « pour une durée indéterminée probablement fort longue » dès lors qu'il n'y a pas d'ambassade de Belgique au Sri Lanka et que « la partie adverse se trouve dans l'incapacité de traiter ces demandes dans un délai raisonnable [...] ».

2.2. En l'espèce, sur ce qui s'apparente à la première branche du moyen unique, le Conseil rappelle que l'obligation de motivation formelle qui pèse sur l'autorité implique l'obligation d'informer la partie requérante des raisons qui ont déterminé l'acte attaqué, sous la réserve toutefois que la motivation réponde, fut-ce de façon implicite mais certaine, aux arguments essentiels de l'intéressée (C.E., 29 nov.2001, n°101.283 ; C.E., 13 juil. 2001, n°97.866).

La décision doit donc faire apparaître de façon claire et non équivoque le raisonnement de son auteur afin de permettre à l'intéressé de connaître les justifications de la mesure prise et à la juridiction compétente d'exercer son contrôle.

L'autorité administrative doit examiner le caractère exceptionnel des circonstances alléguées dans chaque cas d'espèce, et si elle dispose en la matière d'un large pouvoir d'appréciation, elle est néanmoins tenue de motiver sa décision et de la justifier adéquatement (en ce sens: C.E., 2 juin 2003, n° 120.101). Le contrôle juridictionnel de la motivation d'un acte qui doit être motivé en la forme ne porte pas seulement sur l'existence d'une motivation; la motivation doit être adéquate et le contrôle s'étend à cette adéquation, c'est-à-dire à l'exactitude, l'admissibilité et la pertinence des motifs (C.E.,25 avril 2002, n°105.385).

2.3. La décision attaquée est inadéquatement motivée en ce qu'elle se borne à affirmer que « l'intéressé a introduit une deuxième demande d'autorisation de séjour. Il y reprends (sic), à côté d'éléments nouveaux, quelques éléments développés dans sa première demande, à savoir la situation politique au Sri Lanka, l'intégration ainsi que la proposition d'emploi. Ces éléments ont fait l'objet d'une décision et ne seront pas réexaminés » et « Or, la situation dans son pays d'origine a fait l'objet d'examen tant dans le cadre de sa demande d'asile que dans celui de la première demande d'autorisation de séjour. A (sic) l'absence de faits nouveaux, une appréciation différente de celle opérée lors de deux procédures citées ne peut être réservées à cet élément » (C'est le Conseil qui souligne).

En effet, la lecture de la demande d'autorisation de séjour qui a fait l'objet de la décision attaquée témoigne du fait que le requérant invoquait une aggravation de la situation politique au Sri Lanka depuis l'examen de cette situation dans le cadre de la demande d'asile et dans celui de la première demande d'autorisation de séjour qu'il avait introduit sur la base de l'article 9, alinéa 3, de la loi du 15 décembre 1980 précitée.

Cette demande mentionne : « que le requérant est natif du Sri Lanka, et appartient à la communauté tamoul. Que ce pays connaît une situation de guerre civile depuis plusieurs mois qui s'intensifie et alerte la communauté internationale comme en atteste les documents et extraits de presse produits en pièces ». Elle précise : ...« que le requérant dépose de très nombreuses coupures de presse faisant état de la situation de guerre civile que connaît son pays. Que ces documents sont très récents et doivent faire l'objet d'une lecture attentive pour permettre un traitement adéquat du dossier ».

Le Conseil observe que les éléments annexés à la demande d'autorisation de séjour sont postérieurs aux décisions administratives prises antérieurement à l'égard du requérant.

Le Conseil constate également que l'intéressé avait l'aggravation de la situation au Sri Lanka à titre de « circonstance exceptionnelle qui rend impossible ou particulièrement

difficile le retour temporaire de l'étranger dans son pays d'origine pour y accomplir les formalités nécessaires à l'introduction d'une demande d'autorisation de séjour ».

La réponse apportée par la partie défenderesse et rappelée plus haut s'assimile davantage à une formulation stéréotypée et générale qu'à un examen spécifique des circonstances invoquées par le requérant (en ce sens : C.E., 2 juin 2003, n° 120.101). Le Conseil constate dès lors qu'il ne s'agit pas d'une motivation adéquate.

3. Le moyen pris est fondé et suffit à justifier l'annulation de l'acte attaqué. Il n'y a pas lieu d'examiner les autres branches du moyen de la requête qui, à les supposer fondées, ne pourraient entraîner une annulation aux effets plus étendus.

4. Les débats succincts suffisant à constater que la requête en annulation doit être accueillie, il convient d'appliquer l'article 36 de l'arrêté royal du 21 décembre 2006 fixant la procédure devant le Conseil du Contentieux des Etrangers.

5. La décision attaquée étant annulée par le présent arrêt, il n'y a plus lieu de statuer sur la demande de suspension.

**PAR CES MOTIFS,
LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :**

Article unique

La décision d'irrecevabilité de la demande d'autorisation de séjour le 12 novembre 2007, est annulée.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique de la IIIe chambre, le vingt-neuf septembre deux mille huit par :

C. COPPENS, ,

M. KOMBADJIAN, .

Le Greffier, Le Président,

M. KOMBADJIAN

C. COPPENS